

64^e RENCONTRE DU CRIPS ÎLE-DE-FRANCE*

Contentons
nous
de faire
réfléchir
n'essayons pas
de convaincre
Georges Braque

QUELLES APPROCHES POUR UNE ÉDUCATION À LA VIE AFFECTIVE ET SEXUELLE DES ADOLESCENTS ?

DANIELLE MESSENGER

ANIMATRICE, JOURNALISTE, FRANCE INTER

L'éducation sexuelle à l'école, quand elle a lieu, rime encore trop souvent avec biologie. Les jeunes ont l'impression d'un exposé scientifique qui ne leur parle pas forcément de la « vraie » vie, celle qu'ils vivent à l'extérieur ou celle qu'ils ont envie de vivre. Tout ce qui touche à l'intime, au respect, à la communication, à l'acceptation de la différence, est souvent encore passé sous silence ou relève de l'anecdotique. Pourtant, l'un ne va pas sans l'autre et c'est bien retranscrit d'ailleurs dans l'intitulé de cette rencontre. On ne parle pas que de vie sexuelle, mais aussi de vie affective.

Toutefois cette éducation est sans doute l'une des plus difficile à faire. Du parent à l'enfant, il y a la pudeur, la gêne à aborder ce sujet, qui fait référence à son passé ou à sa propre sexualité et à ce que l'adulte projette sur son enfant. Gêne aussi de l'enseignant à l'élève. Ce n'est évidemment pas un enseignement comme un autre. Il convient d'être spécifiquement formé, et un professeur de sciences naturelles n'est pas forcément un bon animateur lorsqu'il s'agit de parler de sexualité. Mais parce que la construction de chaque individu est nourrie de ses rapports affectifs et sexuels, il est essentiel de s'interroger sur la meilleure façon de transmettre cette information. C'est pour cela que nous sommes réunis aujourd'hui. Nous Français et nous Européens, puisque nous aurons des exemples suisse, anglais et hollandais.



CENTRE RÉGIONAL
DE RESSOURCES
ET D'INFORMATION
SUR LE VIH/SIDA,
LES HÉPATITES,
L'ÉDUCATION À LA VIE
AFFECTIVE ET SEXUELLE,
LES DROGUES,
LES DÉPENDANCES ET
LES CONDUITES À RISQUE
CHEZ LES JEUNES

Tour
Maine-Montparnasse
BP53 /
75755 Paris cedex 15
tél **01 56 80 33 33**
fax **01 56 80 33 00**
www.lecrisp-idf.net
info@lecrisp.net

ouvert au public
du **mardi** au **vendredi**
de **13h** à **19h**
le **samedi**
de **10h** à **17h**

* Rencontre du 9 juin 2006. Les rencontres du Crips sont organisées avec le soutien de la Direction régionale des Affaires sanitaires et sociales d'Île-de-France.

ANNE HIDALGO**PRÉSIDENTE DU CRIPS**

L'éducation à la sexualité est une question extrêmement importante qui a des impacts majeurs, pas uniquement dans la construction de la vie des adolescents, mais aussi dans le fonctionnement des relations au sein de notre société, des relations entre les femmes et les hommes, des conséquences importantes sur le respect de l'autre. Il est donc essentiel de prendre ce type de sujet en croisant les regards de professionnels pour nourrir la réflexion collective. Les responsables politiques ont aussi besoin d'être éclairés sur ces sujets ; il y a besoin d'échanges, d'information, de pédagogie, pour élaborer collectivement les bonnes décisions.

Dans son livre intitulé, *Parler de sexualité aux ados*, Nicole Athéa pose la nécessité de réfléchir sur la sexualité et ce qu'elle représente chez les adolescents. Repenser la prévention, c'est être à l'écoute des jeunes, tenter de mieux comprendre ce moment charnière de la vie où l'on se construit, ce moment de découvertes, mais aussi de peurs. Réfléchir à la prévention, c'est enfin tenter de démêler ensemble quelle est la place des parents et celle des intervenants scolaires et, quel rôle chacun peut jouer pour aider les adolescents à mieux vivre leur sexualité.

L'homosexualité à l'école est un sujet que nous ne devons surtout pas laisser de côté. En France, les tabous et les incompréhensions sont encore très forts. La lutte contre les discriminations passe par une écoute des élèves et une meilleure information.

Sur tous ces sujets-là, les apports européens peuvent nous permettre de progresser, et je crois qu'il y a à prendre exemple sur ce qui se passe au-delà de nos frontières.

JEANNE-MARIE URCUN**MÉDECIN-CONSEILLER TECHNIQUE À LA DIRECTION DE L'ENSEIGNEMENT SCOLAIRE DU MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE DE L'INTIME AU SOCIAL**

Les prémices d'une éducation à la sexualité à l'école remontent à 1942 et aux « causeries aux adolescents » instaurées par un professeur de philosophie au lycée de Chambéry. En 1947, un groupe de travail composé de parents, d'enseignants et de médecins, mis en place par le ministère de l'Éducation nationale, concluait : « L'éducation à la sexualité à l'école n'est pas pour aujourd'hui, sans doute pour demain, sûrement pour après-demain ». Le chemin a donc été long jusqu'à la circulaire Fontanet du 23 juillet 1973, qui devait permettre l'accès à une « information scientifique et progressive » sur la sexualité dans les programmes d'économie familiale et sociale (filière technique) et de biologie (filière générale). Puis, sur autorisation parentale, les filles pouvaient recevoir une informa-

tion sur la contraception. C'est bien sûr l'épidémie du sida qui pose à nouveau la question des connaissances des élèves en matière de sexualité et de prévention. En 1996, une circulaire officialise les séances d'information obligatoires en 4^e et en 3^e. Parallèlement, et c'est cela qui est important, un vaste mouvement de formation des personnels de l'Éducation nationale est engagé (infirmières, assistantes sociales et enseignants, toutes matières confondues).

Les élèves, eux-mêmes, ont participé à l'évolution de cette réflexion. Je me rappelle en 1984-1985, les interventions en classe de section d'enseignement général et professionnel adapté (Segpa, ex-SES), où les intervenants leur apprenaient, avec bonne volonté, quelquefois gêne, comment utiliser le préservatif, cet objet obsolète qui avait disparu depuis bien longtemps, qu'il fallait quelquefois, pour les adultes eux-mêmes, découvrir. Je me rappelle que les élèves nous répondaient : « Nous, on a confiance, on est fidèle. C'est vous, disaient-ils, qui avez amants et maîtresses. Nous, ça dure peut-être deux mois, mais nous sommes fidèles. » Ils nous ont forcés à cette réflexion et à cette conclusion : l'apport de la biologie n'est pas suffisant. Il faut aussi voir ce que veut dire la confiance dans une relation, ce que voulait dire être fidèle chez des adolescents.

La loi du 4 juillet 2001 relative à l'interruption volontaire de grossesse, précise qu'une information et une éducation à la sexualité doivent être dispensées dans les écoles, collèges et lycées chaque année. Mais une fois le cadre légal posé, il faut le... « remplir ». Et peut-être ne fallait-il pas trop se presser pour se donner les moyens de la mettre en œuvre correctement ! Car l'éducation à la sexualité relève bien de l'intime. Outre la mise en acte de la génitalité, elle fait intervenir une dimension psychologique et renvoie au système de valeurs de chacun. Ainsi, l'éducation à la sexualité, de façon implicite ou explicite, se fait d'abord dans la famille. L'accompagnement des parents conduit l'enfant vers la construction de sa vie sexuelle, selon les valeurs familiales, dans une continuité générationnelle. Il en va ainsi du statut de la virginité des filles avant le mariage par exemple. Comment parler de sexualité sans heurter les convictions, les coutumes, les valeurs, sans faire irruption dans l'espace privé de chacun ?

La sexualité a ceci de très particulier que, si son exercice relève de la sphère privée et de l'intimité, il n'en est pas moins vrai que son domaine est un de ceux que toutes les sociétés, à toutes les époques, se sont attachées à réglementer. Les sociétés légifèrent et encadrent l'organisation des relations sexuelles, traduisant les interdits et les normes en vigueur dans tel groupe social (déclaration et régulation des naissances, réglementation du mariage, Pacs...).

C'est dans cet espace commun que s'inscrit la dimension sociale de l'éducation à la sexualité de l'école. L'école a pour mission d'instruire, mais aussi de développer chez les élèves des comportements responsables



qui en feront des citoyens. C'est en faisant connaître aux élèves les dimensions relationnelles, juridiques et sociales de la sexualité que l'école développe la spécificité de son rôle. Cette éducation à la sexualité se fonde sur des valeurs humanistes de tolérance et de liberté, de respect de soi et d'autrui, et s'appuie sur des valeurs républicaines et laïques. Au-delà des informations objectives et des connaissances scientifiques qui participent à la prévention, l'accompagnement des élèves se fait en permettant la réflexion sur le développement d'attitudes de responsabilité individuelle, familiale et sociale. Comprendre comment l'image de soi se construit à travers la relation à l'autre, analyser les enjeux, les contraintes, les limites, les interdits inscrits dans la société, développer l'exercice critique par l'analyse des modèles et des rôles sociaux véhiculés par les médias, sont les objectifs de l'éducation à la sexualité dans l'espace social de l'école.

Cependant, il est fondamental de faire comprendre aux jeunes, les limites entre ce qui relève de l'intime, de l'espace privé, et ce qui peut être dit dans l'espace public de l'école. La délimitation de ces espaces privé/public garantit le droit à la vie privée, à la liberté des consciences, et participe au développement de l'égalité entre les garçons et les filles. Le respect de la parole de chacun et de la sphère intime forme le cadre du dialogue et permet aux élèves d'exprimer, en toute « sécurité », leurs questionnements, leurs préoccupations, sans la crainte du jugement de l'autre, camarade ou intervenant.

C'est par un travail préliminaire rigoureux, prenant en compte ces différentes exigences, que peut s'instaurer une éducation à la sexualité qui participe véritablement à la construction de la dimension citoyenne de chacun, à laquelle l'école contribue.

NICOLE ATHÉA

GYNÉCOLOGUE, RÉFÉRENT MÉDICAL DU CRIPS INFORMER NE SUFFIT PAS

À sa création en 1988, le Centre régional d'information et de prévention du sida avait pour mission de travailler sur la prévention du VIH/sida. L'objectif majeur était l'information sur cette nouvelle maladie, qui demandait de réviser complètement l'information sur les moyens de protection de la vie sexuelle avec la nécessité de reprendre en compte la prévention des IST et l'adoption du préservatif.

Aujourd'hui, la situation a bien changé puisque la maladie est connue de tous, la nécessité du préservatif pour s'en protéger aussi. Il reste que 7 000 contaminations ont lieu chaque année dans notre pays, témoignant de la nécessité d'un travail de prévention à poursuivre, mais en le transformant radicalement.

Il importe aujourd'hui de comprendre pourquoi, alors même que cette information a eu lieu, les contamina-

tions se poursuivent et donc de faire réfléchir sur ce qui conduit à adopter un comportement à risque. Cela veut dire que les interventions de prévention ne doivent pas être un travail d'information médico-biologique centré sur un risque médical, mais un espace de parole pour aider chacun à envisager les enjeux qui lui sont essentiels à préserver et qui vont passer, pour lui, avant les enjeux de prévention. Donc aider chacun à identifier de façon singulière ce qu'il joue dans sa sexualité et qui s'oppose à l'adoption de comportements de protection. C'est bien notre tâche d'intervenants de prévention. Donc, nous passons d'une information médico-sociale à une réflexion sur l'intime, protégée comme vous l'avez dit, puisqu'il ne s'agit certainement pas d'exposer sa sexualité dans le cadre scolaire, mais de réfléchir ensemble à l'intime en général, sans que sa propre personne ne soit mise en cause. C'est là le cadre des interventions que nous faisons aujourd'hui dans l'institution scolaire.

Ce travail rejoint complètement les objectifs de l'Éducation nationale de mettre en place une éducation à la sexualité, puisque nous verrons qu'au fond, les enjeux de prévention conduisent à travailler sur les enjeux de la vie affective et sexuelle.

Je reprendrai cette phrase de Marie-Pierre Desaulnier, auteure canadienne, philosophe, qui s'est beaucoup occupée d'éducation à la sexualité : « La sexualité n'est pas un objet en dehors du sujet, mais une dimension du sujet qui s'apprend ». Si nous envisageons ainsi la sexualité, et je pense que nous ne pouvons pas faire autrement, alors la prévention ne peut être pensée que de façon globale, comme une aide à la maturation psychosexuelle.

L'un des enjeux les plus importants à l'adolescence, est de réussir une entrée dans la sexualité qui conduise à l'apprentissage de l'altérité. Notre rôle va être de les aider à accorder au mieux des mouvements pulsionnels, affectifs, sexuels, et de chercher une articulation entre ces mouvements, dans une relation, où quelque chose de l'autre, même ténu, puisse être reconnu. Nous ne pouvons pas parler d'amour avec des adolescents comme nous le ferions avec des adultes.

Ainsi posés, les enjeux de l'adolescence sont-ils compatibles avec les enjeux de la prévention ? Peut-on aider les adolescents dans une dynamique de développement psycho-affectif ?

Nous ne pouvons parler de prévention ou d'éducation à la sexualité comme s'il s'agissait d'une discipline scolaire nouvelle, parce qu'elle pose des problèmes très différents de l'éducation en général. Et même si nous voulions faire passer simplement des éléments de savoirs, les connaissances ne peuvent se résumer à de simples connaissances biologiques, physiologiques, anatomiques ou médicales. Les représentations que font les adolescents des organes sexuels sont parfois très mauvaises et peuvent faire douter de la qualité de l'enseignement biologique ou des capacités des élèves.

En fait, la représentation des organes sexuels n'est pas simplement anatomique mais il y interfère une vision de la sexualité qui n'est pas neutre. S'il n'y a pas de clitoris représenté, peut-être que ça nous parle !

Si je me suis tellement intéressée comme gynécologue à l'adolescence, c'est qu'effectivement le lieu où j'exerce est un lieu privilégié pour entendre les mouvements de l'adolescence. Celle-ci est sous-tendue par cette transformation radicale du corps, du développement des caractères sexuels secondaires induit par la puberté, qui va engendrer une métamorphose complète de la personne. Pour la psychanalyste Annie Birrau, « le temps de l'adolescence est le temps d'intégration des phénomènes pubertaires », ce n'est pas seulement le corps qui est affecté, mais l'ensemble de la personne qui est modifié, son image, son identité, son affectivité, son rapport au monde extérieur, parents, etc. C'est tout un travail de maturation psycho-sexuelle, essentiel pour parvenir à l'état adulte.

Il est évident que si nous n'abordons la sexualité que par ses risques, nous devons nous demander quelle vision de la sexualité nous transmettons et que signifie le terme de prévention. Ce mot a deux sens : « venir avant » ou « prévenir contre », et il me semble qu'un certain nombre d'informations de prévention sont parfois une façon de « prévenir contre » la sexualité. Je vous donne l'exemple de propos d'un intervenant de prévention, parlant de la pilule d'urgence, qui disait : « C'est trop facile, c'est comme boire du petit lait... » Cette phrase doit nous interpeller sur nos représentations de la sexualité adolescente et parfois sur nos ambivalences. Travailler sur les représentations et les stéréotypes est un travail absolument essentiel dans l'éducation affective et sexuelle. Je pense que ce travail doit commencer par nous et nos propres représentations de la sexualité.

Quand nous organisons au Crips des formations de formateurs sur le thème « Animer des espaces de paroles sur la sexualité avec les adolescents », revient régulièrement l'idée qu'il y a quand même des messages à délivrer et que cela demande du temps... Les informations nécessaires et suffisantes pour se protéger sont connues par tous, rapidement vérifiables au cours d'une séance. Or ce n'est pas cela qui pêche et qui se joue lors d'une prise de risque.

Qu'est ce qu'il faut savoir pour se protéger ? Qu'une grossesse peut survenir après un rapport sexuel, de même pour les IST et l'infection par le VIH. Savoir que préservatif et pilule sont efficaces contre une grossesse, que la pilule d'urgence est un moyen fiable et que les préservatifs protègent des IST et du VIH. Enfin, que face à un symptôme anormal sur les organes génitaux, il faut consulter, et en cas de doute sur son statut sérologique, faire un dépistage. Eh bien, je peux affirmer, pour continuer à voir des adolescents dans les consultations, et régulièrement dans des espaces de paroles, y compris dans les milieux du handicap mental, que ces infor-

mations sont globalement connues. Bien entendu, plein d'autres informations peuvent être utiles : il est très intéressant de savoir que le VIH est un virus, sa forme, son mode de réplication, son effet sur les défenses immunitaires, etc. Cela peut être le travail d'un professeur de biologie. La priorité d'un intervenant de prévention est de chercher à réduire les comportements à risque.

En réalité, pour pouvoir se protéger, il est nécessaire d'avoir une bonne estime de soi. Si l'estime de soi d'un jeune est ravagée, pilonnée par des parents ou par l'échec scolaire, ce n'est pas une intervention de deux heures qui va le reconstruire. Mais nous devons travailler dans les classes où les adolescents sont le plus en situation d'échec ou en difficulté, auprès de ceux qui s'engagent le plus souvent dans des comportements à risque et leur montrer que nous nous intéressons à eux, les écouter, montrer aux enseignants qu'ils peuvent avoir une autre parole qu'une parole d'échec dans une écoute exclusivement scolaire.

Il est important de ne pas asséner aux jeunes d'injonctions qu'ils ne peuvent pas mettre en place. Les faire travailler sur des stratégies individuelles qu'ils vont être capables d'adopter, et qui les conduisent à avoir un peu plus confiance en eux, est essentiel.

Le deuxième objectif est de donner du sens à ces comportements à risque. L'adolescent parle par son corps et par ses comportements. L'aider à identifier ce qui se joue à son insu et à travers ses comportements à risque, c'est notre préoccupation.

La prévention passe par trois thématiques : avoir une bonne estime de soi, faire du sens et, nous le verrons, sortir de l'exclusion.

Les enjeux de la non-protection se situent à des niveaux divers qu'il va falloir aborder avec les adolescents. Commençons par ce que j'appelle « l'enjeu de genre ». Il y a, par exemple, un certain nombre de filles qui ne peuvent pas assumer une protection, parce qu'elles ne sont pas en mesure d'imposer quelque chose à un homme, notamment pour garder une image de féminité. Si nous ne travaillons pas sur cet enjeu de genre, ces filles seront à la merci des hommes qui proposeront, ou pas, une protection. Parmi les « enjeux psychologiques », une mauvaise estime de soi peut engendrer un comportement d'auto-agression à travers la sexualité. Les « enjeux affectifs » peuvent être, par exemple, pour une fille, d'être prête à tout pour garder une relation, y compris ne pas utiliser de moyen de protection.

Les « enjeux sexuels » sont très nombreux : comment, pour un garçon, utiliser un préservatif s'il se sait en difficulté d'érection ? Se jouent là aussi, toutes les histoires de performances sexuelles et de pornographie. Pour une fille, une des questions majeures, actuellement, est de savoir ce que les autres vont penser d'elle : « si je le fais, est-ce que je suis une fille facile ? Et si je ne le fais pas, est-ce que je suis une coincée ? » Une fille peut



accepter un rapport de sodomie pour montrer qu'elle est assez libre pour accepter ce type de pratique. Il est essentiel de faire réfléchir les ados sur les enjeux de pouvoirs dans les relations filles-garçons.

Les « enjeux culturels » sont tout aussi déterminants. Il importe d'aider, notamment, les adolescentes maghrébines, musulmanes, à travailler sur ce que représente la virginité dans des sociétés traditionnelles, ce qu'elle représente aujourd'hui dans la société, comment accorder des valeurs parentales à une réflexion individuelle qui leur permette un peu plus d'espace de liberté. Avoir des rapports sexuels, fait-il de moi une fille facile ? La réponse est souvent binaire : soit je suis vierge, soit je suis « une pute ». Et si je suis « une pute », donc dans la transgression et la culpabilité, les prises de risque seront plus importantes. Il n'est pas possible de penser la prévention aujourd'hui, sans penser à la culpabilité et à la transgression.

Quant aux « enjeux sociaux », je prendrai l'exemple de l'homosexualité. Si nous avons tant d'homosexuels qui débutent leur vie sexuelle et se contaminent aujourd'hui – je rappelle que la prévalence du VIH dans la communauté homosexuelle est de 13 %, c'est-à-dire un sur huit – c'est aussi parce qu'ils sont victimes d'une homophobie sociale qui les conduit à une culpabilité et à une honte, facteur très important dans la prise de risque. Si nous déconstruisons l'homophobie, très active à l'adolescence, pour des raisons qui tiennent à la période de flou identitaire, nous aidons énormément ces jeunes à avoir une estime d'eux suffisante et à s'engager dans des relations protégées.

Tous ces enjeux sont ceux de la prévention aujourd'hui. Ils rejoignent ceux d'une éducation à la vie affective et sexuelle. Nous avons du travail, et nous pouvons le faire en commun parce que nous avons les mêmes objectifs.

Le problème reste qu'il n'y a pas de formation spécifique actuelle de personnes capables d'avoir à la fois des connaissances de type anatomiques, médicales, biologiques, psychologiques, anthropologiques... Des formations se mettent en place, mais cela reste insuffisant. Le but du livre que j'ai écrit est d'aider les professionnels à mieux connaître l'adolescence et à avoir un peu plus de connaissances sur tous ces enjeux de prévention auxquels nous devons faire face.

QUESTIONS DE LA SALLE

PHILIPPE CASTEL, CONSEILLER PRINCIPAL D'ÉDUCATION, IVRY-SUR-SEINE — La question de la délimitation de l'espace privé et de l'espace social est très importante. Mais il faut réfléchir à cette notion, car elle peut clore la discussion. Je lisais par exemple dans le guide d'intervention dans les collèges et les lycées, que les pratiques et l'orientation sexuelles relèvent de l'espace privé. Appliquer cela d'une façon presque dog-

matique ne permettrait pas aux élèves de parler de leurs pratiques sexuelles. Or, ils le font, lors de cours d'éducation à la sexualité ou lors des interventions des infirmières, et c'est heureux. Donc il faut faire attention à cette délimitation. Quant à l'orientation sexuelle, lorsque l'on dit qu'elle relève de l'espace privé, on le dit particulièrement lorsque l'on parle de l'homosexualité ou de l'homophobie. Or l'orientation sexuelle concerne aussi les hétérosexuels. Et les hétérosexuels s'exposent dans l'espace public. Lorsqu'un garçon et une fille s'embrassent c'est déjà exposer une orientation sexuelle dans l'espace public. Madame Athéa parlait des jeunes homosexuels qui sont dans une grande difficulté de déni d'eux-mêmes, voire d'homophobie intériorisée. Cette délimitation peut aussi aboutir à les assigner à « l'espace privé » de leur orientation sexuelle.

D'autre part, vous parliez des valeurs familiales à respecter. Cela doit se faire dans le respect des valeurs de la société, c'est-à-dire l'égalité entre les hommes et les femmes et le respect de la diversité. Ainsi, l'homophobie qui peut avoir cours en famille n'est pas tolérable à l'école. Donc elle doit pouvoir se discuter. Enfin, concernant les enjeux de pouvoir, l'école doit combattre la vision « masculiniste » de la société. Cela pourra faire évoluer la situation des filles, mais aussi des garçons. Parce que la plupart des garçons, dans les collèges et même au lycée, ont un comportement très normé. Et finalement être un garçon, c'est ne pas être une fille.

JEANNE-MARIE URCUN — Quand nous parlons d'espace privé et d'espace public, ce n'est certainement pas pour les opposer. C'est pour éviter des incursions invasives dans l'espace privé, pour que chacun puisse se sentir en sécurité dans ce qu'il croit, dans ce qu'il vit ou ce qu'il ressent. Ce n'est pas de l'opposition, mais de la protection.

Quant à l'affichage de l'hétérosexualité et en particulier des élèves qui s'embrassent dans les établissements scolaires, puisque vous êtes CPE, vous savez bien que ça peut être un point de réflexion avec les élèves. J'ai lu, dans un journal de lycée, des propos d'élèves qui disaient : « Je ne comprends pas pourquoi, quand on est amoureux, on ne peut pas s'embrasser ou se tenir la main... » Et la réponse des adultes redéfinissait l'espace public et l'espace privé, ce qui peut être donné à voir, en particulier quand on n'est pas, en effet, dans la même ligne et que l'on ne peut pas, aussi facilement, afficher ses orientations sexuelles. La réflexion des adultes sur la construction de l'espace public d'un établissement scolaire peut donc aussi être une réflexion sur le seuil que l'on autorise. Sujet délicat. Vous imaginez sans peine ce qui pourrait être dit : « Vous êtes des censeurs de la moralité... » Il n'empêche que cela reste un sujet qui peut être discuté avec les enfants.

Concernant les excès de « masculinisme », je répondrais en soulignant qu'il y a dans l'éducation à la sexualité une présence féminine majoritaire, comme dans beaucoup d'espaces de la société, notamment dans l'É-

ducation nationale. Cela ne nous aide peut-être pas. Autrement dit, les hommes ne participent pas assez à l'éducation à la sexualité dans les établissements scolaires.

DANIELLE MESSEGER — Comment vous réagissez, dans votre établissement scolaire, quand il y a des élèves qui s'embrassent ?

PHILIPPE CASTEL — Franchement, cela ne pose pas de problèmes. Mais je me souviens d'un surveillant affolé venu me voir parce que deux filles se tenaient la main dans le couloir. Dans les lycées, nous n'en sommes pas à réfléchir pour savoir s'il faut interdire aux élèves de se tenir par la main. Il peut m'arriver d'interpeller des élèves qui s'embrassent. Évidemment, de temps en temps, nous réagissons. Mais il y a malgré tout une hétérosexualité dominante qui ne choque personne.

MICHEL REY, PROFESSEUR AU LYCÉE RABELAIS, RÉFÉRENT DE LA COMMISSION D'INTERVENTION EN MILIEU SCOLAIRE DE L'ASSOCIATION SOS HOMOPHOBIE — Pour se protéger, il faut certes avoir une bonne estime de soi. Mais comment voulez-vous que des jeunes gays et lesbiennes aient une bonne estime d'eux s'ils n'ont aucun modèle, aucun référent sous les yeux, s'ils n'ont que des hétérosexuels ou des homosexuels qui se cachent en face d'eux ? Tout le monde est supposé hétérosexuel tant qu'il n'a pas dit le contraire. Quand nous passons dans les classes, les élèves nous demandent systématiquement si nous sommes homosexuels. Et je réponds franchement. Mais s'ils n'ont pas de modèle, c'est aussi parce que les collègues, malgré toute leur bonne volonté, ne savent souvent pas quoi dire, sont mal à l'aise sur cette question. Se pose alors le problème de la politique de formation des personnels, en particulier des infirmières et des assistantes sociales intervenant en milieu scolaire. Or pour le moment, à ma connaissance, malgré la circulaire de 2003 qui le prévoyait, rien n'est fait. Que comptez-vous faire ?

JEANNE-MARIE URCUN — Depuis 1996, et grâce au budget prévu dans la lutte contre le sida, un mouvement sans précédent de formation des personnels a eu lieu, sans doute décliné de façon irrégulière selon les académies. Je ne parle pas des IUFM, mais de la formation continue. Pour les formations en IUFM, certes les choses avancent différemment, mais c'est un autre problème et cela concerne d'ailleurs la santé en général. Sur la question des modèles, je ne suis pas sûre que ce soit le rôle de l'Éducation nationale. En revanche, pour développer l'estime de soi, nous pouvons faire réfléchir sur les stéréotypes de rôles que nous assènent les médias. Madame Athéa a évoqué la pornographie, mais dans le domaine de l'homophobie, c'est aussi gratiné ! Je crois à une éducation qui libère la parole et développe l'esprit critique.

DANIELLE MESSEGER — Il y a quelques semaines, à l'occasion de la Journée contre l'homophobie, j'ai fait une chronique sur la condamnation d'adolescents pour une agression sur un homme homosexuel qu'ils avaient

attaqué à coups de barre de fer. Les condamnations étaient importantes, en raison de la violence inouïe des agresseurs, mais le tribunal avait aussi souligné que les adultes qui les entouraient avaient leur part de responsabilité, car dans les familles comme à l'école, on n'apprend pas à respecter la différence. Concernant l'Éducation nationale en la matière, ce qui frappe c'est le décalage entre ce qui est censé se mettre en place et la pratique réelle. Il y a beaucoup à faire.

JEANNE-MARIE URCUN — Bien sûr, mais ne faisons pas systématiquement de l'Éducation nationale une mauvaise mère. Ce que nous savons, c'est que la prévention du sida nous a beaucoup aidé à mettre en place ces formations et que ce soutien logistique, aujourd'hui, nous ne l'avons plus. Cependant, le mouvement est lancé. Mais il faudra encore du temps avant que douze millions d'élèves puissent en bénéficier...

MARTINE VELLAUD, PROFESSEUR DE VIE SOCIALE ET PROFESSIONNELLE À BOIS-COLOMBES — Je voulais simplement faire remarquer qu'il y a eu un temps, dans les programmes de CAP, où parler d'éducation à la sexualité était possible. Les problèmes de santé ou de prévention ne sont plus abordés. En BEP on peut en parler, mais plus en CAP.

JEANNE-MARIE URCUN — Je participe à votre regret, mais ce n'est pas parce que cette information biologique est supprimée des programmes que l'éducation à la sexualité ne peut pas avoir lieu. Ce doit être le projet de tout un établissement.

VÉRONIQUE LE GRAND, MÉDECIN SCOLAIRE, RESPONSABLE DE LA FORMATION À L'ÉDUCATION À LA SEXUALITÉ DANS LE VAL-DE-MARNE — Je regrette que dans notre académie, le stage d'éducation à la sexualité pour les personnels scolaires n'ait pas été reconduit par le rectorat pour cette année. Par ailleurs, il est dommage qu'aujourd'hui, l'éducation à la sexualité reste essentiellement entre les mains des enseignants de SVT (sciences et vie de la terre). Il est difficile à imaginer, à l'Éducation nationale, que quelqu'un d'autre puisse s'en emparer ! Le dispositif permettant des interventions extérieures existe bien dans les textes, mais les chefs d'établissement doivent réserver des horaires dans l'emploi du temps, et c'est rare de les obtenir. Quoi qu'il en soit, je sors de quatorze débats avec des demi-classes et je peux dire que les jeunes sont tout à fait informés des modes de prévention. Les débats débouchent sur des questions de société, des problèmes d'égalité, de relations humaines, de savoir qui l'on est, ce que l'on peut donner et ce que l'on peut attendre. Et arrive la question du respect et du respect d'eux-mêmes de la part de l'institution scolaire. Or nous ne pouvons rêver de rétablir l'estime de soi des élèves si cette question n'est pas centrale, journalière, tout au long du cursus scolaire.

JEANNE-MARIE URCUN — La suppression des stages de formation nous renvoie aux choix politiques des rectorats. Quoi qu'il en soit, tous les enseignants qui ont une formation en éducation à la sexualité, au mini-

mum de trois ou quatre jours, s'arrêtent sur le développement psycho-sexuel des jeunes, la loi, l'influence des médias, et tous disent dans les évaluations que ça change leur rapport avec les élèves. Donc il faut continuer à exiger ces formations qui induisent un regard différent sur l'adolescent, bien souvent considéré comme une bête curieuse.

GEORGES SIDERIS, MAÎTRE DE CONFÉRENCE À L'IUFM DE PARIS, FORMATEUR EN HISTOIRE-GÉOGRAPHIE —

Je crois qu'il y a un problème culturel à l'Éducation nationale. L'éducation sexuelle est trop profondément ancrée dans la biologie – je préfère parler d'éducation à la sexualité – et c'est une notion dont nous sommes encore tributaires. Vous parlez sexualité, on vous renvoie vers les infirmières, les assistantes sociales, le médical... Or les professeurs d'Histoire – pour parler du domaine que je connais – ont une formation sur la sexualité. Évidemment les professeurs d'Histoire ont intégré l'apport de Michel Foucault et de l'historien Alain Corbin sur la prostitution. Les programmes de première comprennent l'histoire des femmes et l'histoire de la prostitution, et là nous sommes dans la construction publique d'une sexualité du privé et les élèves le comprennent bien. Nous avons tous les textes permettant d'aborder l'éducation à la sexualité et c'est un progrès. Après, il s'agit de leur application. Et là se posent les problèmes de la représentation, de la peur des enseignants. Or quand nous voulons monter des formations, nous n'avons pas d'interlocuteur à l'Éducation nationale. Êtes-vous habilitée à traiter ces questions-là, à servir de référent ?

JEANNE-MARIE URCUN — Il y a effectivement des référents en matière d'éducation à la sexualité, dont je fais partie. Et nous avons conçu des documents de formation et de réflexion, nos petits livres rouges que je vous conseille d'aller voir sur le site :

<http://eduscol.education.fr/D0060/pedagogie.htm>

L'éducation à la sexualité est maintenant bien identifiée, il y a un référent au ministère de l'Éducation nationale, qui travaille en collaboration avec les inspections générales, avec le bureau des programmes et actuellement le bureau des écoles, pour participer à l'élaboration d'un texte pour les interventions en milieu primaire.

JULIE MALBEQUI, INTERVENANTE DU CRIPS —

J'interviens auprès des jeunes et des professeurs sur le thème de la vie affective et sexuelle. Il est effectivement très important que les professeurs soient sensibilisés à ces questions de développement psycho-affectif, mais est-ce bien leur rôle de parler de sexualité avec les élèves ? Je les entends eux-mêmes poser cette question. Le travail avec des partenaires extérieurs et locaux est également essentiel. J'ai l'impression que c'est dans ce sens aussi qu'il faut travailler. Le travail à mener sur la vie affective, la sexualité, ne se fait pas en deux heures d'intervention dans une classe. C'est tout un travail de lien et de réseau, où chacun a ses compétences et sa place.

JEANNE-MARIE URCUN — Vous avez raison, mais on parle de deux choses différentes. Pour la prévention, on peut faire appel à des spécialistes externes. Mais le rôle de l'éducation à la sexualité dispensée par les enseignants est d'analyser les enjeux, les contraintes, les limites, les interdits, comprendre l'importance du respect mutuel, apprendre à identifier et à intégrer les différentes dimensions de la sexualité humaine, biologique, affective, psychologique, sociale, culturelle et éthique, développer l'esprit critique, notamment par l'analyse des modèles et des rôles sociaux véhiculés par les médias, tel que défini dans la circulaire de l'éducation à la sexualité. Tous ces aspects doivent être évoqués. Et les enseignants, qui ont une meilleure connaissance des élèves et qui les voient régulièrement, ont toute leur place dans cette éducation.

UNE INFIRMIÈRE SCOLAIRE — Je constate que les enfants sont souvent en difficulté par rapport à leur corps. Et je trouve qu'ils sont trop peu conduits à réfléchir à l'école sur des questions personnelles, sur leur propre corps, leur alimentation, la santé. Cela devrait commencer dès le primaire, de manière à ce qu'ils arrivent au collège plus concernés et plus à l'aise avec leur corps. En France, tout cela est vu trop ponctuellement. Il n'y a pas assez de lien, de continuité, de l'enfance à l'adolescence.

JEANNE-MARIE URCUN — Il y a des cours de reproduction en CM2. Mais cela suffit-il ? Évoquer la puberté serait peut-être utile. Mais parler de plus en plus tôt n'est pas la solution du problème. La difficulté est surtout de faire intégrer ce que l'on voudrait qu'ils intègrent.

UNE INFIRMIÈRE SCOLAIRE — Je ne dis pas qu'il faut parler plus tôt de sexualité, mais aussi d'hygiène, de nutrition. On ne réfléchit pas assez à la façon de faire comprendre aux jeunes la responsabilité qu'ils ont de leur corps, comment avoir une hygiène de vie, autant d'approches qui permettraient d'aborder d'autres sujets plus tard, au moment de l'adolescence.

NICOLE ATHÉA — Ce que vous venez de dire est important. Car effectivement, en milieu scolaire, il y a un certain nombre d'interventions de prévention qui sont faites mais qui sont fragmentées, sur le tabac, la sécurité routière, l'alimentation, etc. Il manque certainement une cohérence et un travail transversal qui permettent de fédérer un certain nombre d'intervenants qui sont souvent extérieurs à l'institution et qui travaillent un peu chacun sur son sujet. Et c'est dommageable pour l'enfant. Or au-delà de la prévention des risques, il s'agit de prendre soin de soi, savoir que chacun est important, et qu'il faut s'occuper de soi. Il revient peut-être à ceux qui organisent la venue des intervenants dans les établissements scolaires de fédérer ces actions. C'est tout l'intérêt d'un travail en réseau.

**PAULIEN VAN HAASTRECHT (PAYS-BAS)
RESPONSABLE DU DÉVELOPPEMENT
ET DES PROGRAMMES, RUTGERS NISSO GROUP
(INSTITUT D'ÉDUCATION ET DE RECHERCHE
SUR LA SANTÉ)**

La Hollande est confrontée aux mêmes problèmes que la France, concernant, par exemple, l'orientation sexuelle, l'homophobie, le multiculturalisme. L'approche hollandaise n'apporte pas de solution miracle, mais je donnerai une vue d'ensemble de ce que nous faisons, en m'appuyant rapidement sur une étude comparative entre les Pays-Bas et les États-Unis (Comparison between sexuality education in the Netherlands and United States, Ferguson et al., 2006).

L'étude de M^{me} Fergusson montre que les comportements sexuels des jeunes Hollandais de 15 à 19 ans sont proches de ceux des jeunes Nord-Américains, concernant les pratiques sexuelles, le nombre de partenaires, etc. En revanche, l'éducation sexuelle est largement plus développée aux Pays-Bas qu'aux États-Unis. Nous constatons une grande différence de niveau de protection et de niveau de santé entre les jeunes Nord-Américains et les jeunes Hollandais. Cela s'explique par les actions de prévention mais aussi par une accessibilité et une disponibilité plus grandes des services de santé hollandais. Si vous ne pouvez pas vous procurer la pilule d'urgence ou s'il est difficile de trouver des préservatifs, les messages de prévention deviennent caducs. Aux Pays-Bas, nous avons traditionnellement des taux de grossesses précoces et d'avortements faibles. Ce taux a légèrement augmenté ces dernières années, notamment avec l'arrivée de groupes d'immigrants, dont le taux d'avortements est de trois à dix fois supérieur au reste de la population hollandaise.

Les principales caractéristiques de l'exemple hollandais, relevées par M^{me} Fergusson sont l'approche globale de l'éducation à la sexualité et une attitude positive à l'égard de la sexualité des adolescents, ce qu'une autre étude qualifiait d'« environnement positif de la sexualité ». L'approche globale de l'éducation à la sexualité consiste à aller bien au-delà de la stricte prévention des risques de grossesse et des IST. Le message doit aborder plus largement tous les domaines qui touchent à la sexualité. Il est d'autre part important de développer la capacité des jeunes à connaître leurs propres limites, à savoir ce qu'ils veulent et ne veulent pas, savoir dire oui ou non, savoir identifier leur orientation sexuelle. L'important est qu'ils soient capables de faire des choix éclairés. L'approche globale prend aussi en compte l'ensemble des acteurs qui participe à l'éducation à la sexualité : les jeunes eux-mêmes, les parents, les enseignants, les travailleurs sociaux, les intervenants spécialisés, les médias et, de plus en plus internet. La multiplication des sites parlant de sexe est telle aujourd'hui, qu'il est difficile de savoir où sont les informations de qualité. Il est de notre responsabilité de guider les jeunes gens vers les bons sites. Ils peuvent regarder

ce qu'ils veulent, mais ils doivent savoir faire la part entre l'information sérieuse et le reste.

Nous essayons d'appliquer en Hollande la « positive attitude », qui passe notamment par l'affirmation des droits sexuels et de reproduction, l'acceptation des choix des jeunes gens et leur participation au débat. Il est très important que les jeunes participent : c'est le meilleur moyen de s'adresser à eux.

Une étude (Sex under Age 25, De Graaf et al., 2005) menée l'an dernier auprès de 5 000 jeunes âgés de 12 à 25 ans a conclu à une santé sexuelle générale assez bonne. Nous notons quelques évolutions importantes, comme l'âge plus précoce des premiers rapports sexuels : 7 % des filles et garçons de 12 et 14 ans ont déjà eu une relation sexuelle. Toujours selon cette étude, les jeunes se protègent moins bien lorsque l'environnement religieux est plus marqué. Les jeunes les plus touchés par les actes forcés sont les filles, les homosexuels, les garçons turcs et marocains, ces derniers pouvant être aussi acteurs de rapports forcés. L'homophobie est clairement un problème en Hollande, et elle est plus importante parmi les jeunes, les populations moins éduquées et dans les milieux religieux. Autre constat, un environnement familial chaleureux contribue significativement à l'adoption de relations protégées par les jeunes. Enfin, les jeunes ont tendance à considérer l'école comme une source d'information importante et fiable sur la sexualité.

Ce sont les enseignants qui dispensent l'éducation à la sexualité et non les infirmières ou les médecins. Étant donné que l'âge des premiers rapports avance, il est important de commencer à parler de sexualité dès l'école primaire. Actuellement, environ une école primaire sur cinq seulement aborde ce sujet systématiquement. Nous avons élaboré un site internet qui propose aux enseignants des outils pédagogiques et une liste de sujets qui peuvent être abordés, en fonction des classes d'âge. Les enseignants sont très satisfaits d'avoir ce site à disposition.

Des programmes extra-scolaires doivent venir compléter le travail d'éducation sexuelle et de soutien. Cela existe pour les filles. Nous sommes en train d'en développer un pour les garçons.

Enfin, la présence de groupes d'immigrants pose des problèmes spécifiques, nouveaux et nous devons réfléchir à la façon de les inclure dans les programmes généraux d'éducation à la sexualité.

QUESTIONS DE LA SALLE

DANIELLE MESSAGER — Une infirmière scolaire évoquait plus tôt l'intérêt de commencer cette éducation autour du corps, dès le primaire. Comment cette éducation est-elle dispensée aux Pays-Bas ?

PAULIEN VAN HAASTRECHT — Actuellement, en primaire, cette question est laissée à l'appréciation des



enseignants. Mais il existe un programme précisant quelles méthodes et quels thèmes peuvent être abordés. En primaire, nous insistons sur les relations humaines, l'amour, les différences entre les filles et les garçons. Nous avançons doucement, graduellement en accompagnant les questionnements des enfants, en les aidant à découvrir ce dont ils ont besoin.

MONIQUE WEBER (SUISSE FRANCOPHONE)
RESPONSABLE PÉDAGOGIQUE,
MEMBRE DE LA FONDATION PROFA
POUR UNE ÉDUCATION
À LA SEXUALITÉ INTÉGRÉE
DANS LA SANTÉ SEXUELLE

La Suisse a la particularité d'être à la fois proche et lointaine de la France. Proche géographiquement, mais parfois sur certains débats, nous avons l'impression d'être sur une autre planète. Ainsi, le débat que l'on vient d'avoir sur l'Éducation nationale française c'était quasiment du chinois pour moi.

Notre fondation s'occupe de sexualité et d'affectivité et le fil rouge de notre travail est la question de l'intimité. Nous avons toute une gamme de prestations qui va des conseils aux périnatalités au planning familial, à l'aide aux victimes, à la consultation conjugale et à l'éducation sexuelle. Mon rôle est d'encadrer une équipe d'animatrices qui est sur les routes, tous les jours, pour aller parler avec les élèves dans tous les établissements. Nous sommes donc dans un modèle d'éducation sexuelle externe, et c'est le cas dans toute la Suisse francophone. Les enseignants ne sont pas sollicités nommément pour faire cette éducation.

Toutes les sociétés sont confrontées à ce type de problèmes. Chacune a des modes de transmission qu'elle se choisit, qu'elle perpétue. L'éducation sexuelle est un rite d'initiation et participe à la transmission des savoirs. Beaucoup de choses passent par la parole, la question étant de savoir de quelle parole il s'agit. Celle des parents, des enseignants, des médecins, les jeunes eux-mêmes d'âges différents, la société, la pornographie, mais j'aurais pu dire la publicité, qui est presque parfois de la pornographie.

Il s'agit de se demander si les intervenants spécialisés ont encore un rôle, est-ce qu'ils transmettent véritablement des connaissances sur la sexualité. D'autant que les connaissances ne sont plus l'enjeu fondamental de cette éducation. Un intervenant spécialisé devient de plus en plus un ordonnateur, un coordinateur d'informations, une personne qui peut hiérarchiser les informations, les remettre dans un contexte. Les informations sont disponibles partout, mais souvent sous forme de patchwork, dispersées et peu compréhensibles pour les jeunes.

Cela nous conduit à voir les points sur lesquels nous nous sommes basés pour élaborer notre stratégie. Parler de sexualité actuellement est considéré comme un droit per-

sonnel. Effectivement pour que l'on puisse parler de sexualité, le droit sexuel, le droit de la personne et le droit à l'intimité doivent être reconnus, ce qui n'est pas le cas dans tous les groupes sociaux. Parler de sexualité est reconnu d'intérêt public, pour des questions de santé publique notamment. Il est important d'acquérir les mots qui permettent de parler de sexualité à son médecin. Il est donc important que la famille, qui fonde l'identité de l'enfant, et l'école, en tant qu'institution, soient parties prenantes dans cette transmission.

La question de la transmission doit donc avoir à la fois un côté intime, lié à la personne, à son groupe familial, mais elle doit aussi être sanctionnée et légitimée au sein de la société. L'éducation à la sexualité ne peut pas se vivre que dans les familles ou que dans la société. Elle doit vraiment être sur ces deux « pieds ». Cela suppose un consensus politique et des moyens.

L'école est importante en tant qu'institution. Mais, dans ce cadre scolaire, nous avons fait le choix de confier l'éducation sexuelle à des intervenants spécialisés extrêmement bien formés. Le travail des animateurs et animatrices ne se résume pas à faire un travail avec les élèves. Chaque fois que nous allons dans une école, nous organisons d'abord des rencontres avec les parents. Ainsi, quand l'enfant rentre de l'école, il peut prolonger la discussion avec ses parents. L'une des difficultés réside dans les problématiques actuelles de la multiculturalité. En Suisse, nous sommes un pays de forte immigration depuis la guerre. Il y a eu d'abord les travailleurs espagnols, italiens et portugais et maintenant ceux d'ex-Yougoslavie et de Turquie. Il est donc très important de répondre aux questions des parents. Nous avons une ligne téléphonique qui leur est consacrée et un site internet à leur intention est en projet.

Dans les années 1970, lorsque la question s'est posée de savoir comment serait dispensée cette éducation, les enseignants n'étaient pas volontaires pour s'occuper d'éducation sexuelle. Certains expliquent ce refus en raison du fait que les enseignants ont un rôle sanctionnant, de pouvoir, d'évaluation, rôle difficile à mélanger avec des discussions sur les problèmes personnels et affectifs. Lorsque nous (intervenants spécialisés) intervenons en classe, nous discutons avec les élèves et nous repartons avec leurs confidences. Cette coupure et cette confidentialité sont vécues comme positives. Cependant, nous accordons une grande importance aux contacts que nous avons avec les infirmières et les équipes de santé scolaire. C'est souvent avec ces personnes-là que nous discutons, notamment quand il y a ce que l'on appelle des « incidents critiques », c'est-à-dire des situations de crise où il faut aller faire une intervention, ou s'il y a des révélations d'abus, autant de situations qui nécessitent un suivi concerté entre l'établissement et nos animatrices.

Nous commençons l'éducation sexuelle à l'école enfantine, qui est presque l'école maternelle, où nous avons des rencontres avec les élèves et les maîtresses qui les accompagnent, pour discuter du corps, des sensations

et des émotions. Nous abordons les différences de sexe, notamment avec des poupées sexuées, des jeux et du matériel adéquat pour l'âge des élèves et nous commençons la prévention des abus sexuels. Puis nous déroulons l'éducation sexuelle par touches successives, avec une intervention avant la puberté, ce qui nous semble très important, car c'est là que sont posées vraiment les bases. Une troisième intervention pendant la puberté, dans les années où cela se joue, et enfin une à deux interventions à la fin de la scolarité obligatoire. C'est à ce moment-là que l'aspect préventif est évidemment posé avec le plus de détails, bien sûr. L'essentiel n'étant pas le stock d'information à délivrer, qui n'est finalement pas si étendu. C'est beaucoup plus un dialogue, une interaction, une animation, et les élèves arrivent avec leurs questions. C'est plus la dynamique de la classe qui va amener tel ou tel débat. Dans une classe, nous allons parler de la virginité, dans une autre de sodomie, de fellation, de pornographie. Chaque classe a son contexte, sa culture.

Plusieurs questions sont actuellement en chantier, concernant notamment l'adaptation de l'éducation à la sexualité aux populations immigrées. Une autre problématique est celle de l'« ethnocentrisme hétérosexuel » : nous devons développer nos liens avec les associations homosexuelles. Un numéro d'appel téléphonique est à la disposition des jeunes qui se posent des questions à ce sujet. Nous devons enfin intensifier nos liens avec le personnel scolaire et davantage faire reconnaître l'importance de notre métier.



QUESTIONS DE LA SALLE

ANTONIO UGIDOS, DIRECTEUR DU CRIPS — Pouvez-vous nous détailler le nombre d'heures consacrées à cette éducation sexuelle aux différents âges et préciser son financement ?

MONIQUE WEBER — Nous intervenons pour la première fois vers l'âge de 4-5 ans. Ensuite démarre l'éducation sexuelle proprement dite vers 9 ou 10 ans. Cette éducation est poursuivie à 12 ans. Enfin, nous abordons la contraception, la prévention, les violences, à 14-15 ans, (deux fois deux heures). Si nous additionnons tout, cela fait dix heures pour la scolarité obligatoire ! C'est rien du tout, et c'est quand même quelque chose. Les élèves nous connaissent bien, nous sommes identifiées comme des personnes qui parlent de sexualité et d'affectivité. Le message est le suivant : quand vous êtes petit, on vient « chez vous » (à l'école), quand vous serez grand, vous viendrez chez nous, au planning familial, dans les antennes sida, consultations ados. Nous poussons les adolescents à ne pas rester seuls et à aller trouver les gens qui ont des compétences. C'est un message assez difficile à faire passer, car à l'adolescence, on a tendance à se recroqueviller dans sa coquille ou à « faire la coquille » avec des gens qui nous ressemblent.

La spécificité de notre fondation est sa proximité avec les médecins, gynécologues, conseillères en planning et les autres intervenants. Nous essayons toujours de nous appuyer sur des exemples, de discuter avec nos collègues, de rester proches de la « vraie vie », sans avoir un discours plaqué.

Concernant maintenant le financement de nos programmes éducatifs, il est menacé, comme partout. Mais nous avons bon espoir. Et nous essayons toujours d'avoir un financement provenant à la fois du secteur scolaire et du secteur santé, pour garantir nos ressources.

SIMON FORREST (ROYAUME-UNI) CHERCHEUR, AVERT (AIDS EDUCATION & RESEARCH TRUST)

Ces dix dernières années, le contexte social et législatif concernant l'homosexualité a considérablement évolué au Royaume-Uni. Les homosexuels peuvent désormais avoir des rapports sexuels aux mêmes âges que les hétérosexuels, se marier, etc. (Sex discrimination, 1999, Sexual offence Act, 2000 ; Employment Equality, 2003 ; Civil partnerships Act, 2004 ; Gender recognition Act, 2005). Et cette législation concerne également les établissements scolaires. Le changement le plus symbolique a été l'abrogation de la section 28 du « Local Government Act » qui interdisait de « promouvoir l'homosexualité comme un modèle de vie familiale ». Cette suppression a été accompagnée de mesures précisant ce qui incombe au corps enseignant, évoquant brièvement, mais explicitement, l'obligation de parler d'homosexualité et encourageant les écoles à aborder positivement cette question dans le cadre de la lutte contre l'homophobie et dans le but de soutenir les jeunes homosexuels.

Les récents développements politiques ont significativement contribué à mieux faire accepter l'homosexualité, notamment parmi les jeunes. La visibilité sociale des homosexuels s'est considérablement accrue. Malheureusement il n'y a pas encore de footballeur professionnel homosexuel visible ! Et en dépit d'une plus grande visibilité et d'une meilleure acceptation, l'hétérosexualité reste la normalité et les homosexuels continuent d'être identifiés par leur pratique sexuelle. Les non-hétérosexuels semblent toujours provoquer la suspicion ou la curiosité.

En raison même de leur plus grande visibilité, il est nécessaire de continuer à parler d'homosexualité dans les écoles, pour éviter que perdurent quiproquos et malentendus. La marginalisation persistante des homosexuels et l'expansion du VIH plaident aussi en ce sens. L'homophobie et ses versions plus insidieuses qui institutionnalisent l'« hétéro-normalité » maintiennent les jeunes gays dans une situation psychologiquement vulnérable. De même, l'absence d'informations de prévention spécifiques destinées aux jeunes homosexuels augmente leur vulnérabilité. Parallèlement, l'idée selon laquelle le sida est une « maladie d'homosexuels » aug-

mente la prise de risque de contamination des jeunes hétérosexuels.

Il faut donc parler d'identité et de sexualité, plus que de sexe, et parler d'homosexualité dans les établissements du secondaire. Non pas parce qu'il ne serait pas utile d'en parler plus tôt, mais parce que je suis un pragmatique. En Grande-Bretagne, nous n'avons pas, pour l'heure, d'expérience en primaire sur laquelle nous pourrions nous appuyer. Les directions des établissements scolaires ont la responsabilité légale de mettre en place des cours et des politiques anti-discriminatoires. L'école nous paraît être le lieu privilégié pour établir un contexte favorable au développement de la parole sur l'homosexualité. Mais cette éducation exige d'établir un consensus sur la nécessité et les objectifs de telles discussions en classe. L'objectif est donc de développer progressivement une culture de la parole autour de l'homosexualité. Les parents ont aussi un rôle important à jouer dans le développement de cette parole. Or en Grande-Bretagne, les relations entre les parents d'élèves et les établissements du secondaire sont généralement très réduites. Les parents peuvent être inquiets de l'orientation sexuelle de leurs enfants. Souvent, les parents viennent à l'école lorsqu'ils craignent que leurs enfants subissent de mauvais traitements. Ils viennent demander de l'aide ou des conseils, mais se posent plutôt en victimes et ne viennent pas pour parler d'homosexualité. Il faudrait pouvoir parler d'homosexualité dans des groupes restreints de parents, ou au moins offrir cette possibilité aux parents concernés.

Il faut aussi soutenir les enseignants. Et la meilleure façon de le faire est d'aborder concrètement leurs préoccupations à se charger de cette éducation, travailler sur leurs propres attitudes et leurs propres valeurs, tout autant que sur la façon d'aborder le problème en classe. La formation du personnel scolaire est essentielle. Il est particulièrement important d'attirer l'attention des enseignants sur les menaces homophobes et de les soutenir dans leur effort éducatif et la mise en place de sanctions. Les recherches menées en Grande-Bretagne montrent un haut degré de conscience concernant l'homophobie parmi les enseignants, mais une relativement faible capacité à lutter contre. Une attitude qui s'explique, historiquement, par l'ancienne section 28 interdisant de faire la promotion de l'homosexualité. La Grande-Bretagne dispose désormais d'un corpus législatif suffisant pour mener à bien ce travail d'acceptation de la diversité sexuelle. Mais il ne prévoit pas de mécanismes pour favoriser sa mise en application. Les inspections académiques devraient être appelées à évaluer les politiques et les pratiques des établissements scolaires, concernant, par exemple, les brimades homophobes et le respect de la diversité sexuelle.

L'objectif final de tout ce travail est d'ouvrir la discussion avec les jeunes. La première chose est de créer des groupes dans lesquels il soit possible de parler d'homosexualité. Nous suggérons que ces discussions soient basées sur des situations concrètes, courantes, en fonction des préoc-

cupations des jeunes, sur le fait d'être homosexuel et sur l'appréhension de l'homosexualité par les jeunes hétérosexuels. Lors de nos interventions, nous présentons des scénarios aux élèves dans lesquels nous les invitons à réfléchir à leurs réactions et à leurs conséquences.

Je terminerai en esquissant quatre axes de travail. Il faut d'abord prendre davantage en compte les questions d'identité et de genre sexuel. Et il est important de travailler avec des groupes exclusivement masculins ou féminins, en raison du lien qui existe entre l'affirmation de la virilité, le sexisme et l'homophobie. Deuxièmement, il faut revoir les méthodes d'éducation sexuelle qui étaient jusqu'à présent trop didactiques. Cette éducation doit, au contraire, être interactive et considérer le développement psycho-affectif, social et sexuel des enfants. Troisièmement, nous devons remettre à l'ordre du jour les actions de prévention sur le VIH et le sida. En Grande-Bretagne, l'épidémie a largement disparu des préoccupations politiques nationales, en dépit de l'augmentation des infections parmi les jeunes hétérosexuels et homosexuels. Il faut à nouveau pointer les liens entre le fait d'être jeune, homosexuel et d'être un homme et les risques de contamination. Enfin, il convient d'accorder beaucoup d'attention à la nouvelle diversité ethnique et religieuse dans nos pays ouest-européens. Il faut aborder ces différences avec courage. Être attentif à ce qui pourrait remettre en cause les progrès accomplis. Il faut également se garder des stéréotypes et généralisations du type « les musulmans sont anti-sexe ou refusent de parler d'homosexualité ». Cela est faux et la situation est beaucoup plus complexe.

Depuis toujours, les jeunes ont parlé de sexe entre eux. Il est extraordinaire de voir que les adultes, qui ont eux-mêmes été des enfants, finissent par refuser de s'engager dans ce genre de discussion. Notre silence sur des questions comme l'homosexualité en dit plus long que si l'on en parlait.

QUESTIONS DE LA SALLE

UN PARTICIPANT — Être homosexuel, c'est avoir des rapports sexuels avec une personne du même sexe. Être gay, c'est différent, c'est se sentir appartenir à une communauté spécifique. Abordez-vous cette question avec les élèves du secondaire ?

SIMON FORREST — Je suis d'accord avec vous, et nous le faisons. Car les préoccupations des jeunes sont centrées sur le sexe. Et nous devons justement leur enseigner la différence entre l'homosexualité et le fait d'être gay.

UN PARTICIPANT — Comment aborder la question des rapports sans préservatifs, sachant qu'une grande majorité des hétérosexuels ne l'utilisent pas, et que de plus en plus d'homosexuels et de jeunes homosexuels ne l'utilisent pas ?

SIMON FORREST — C'est une obligation légale que de parler, à l'école, de contraception, de préservatifs, de pra-

tiques sexuelles protégées, et cela doit comprendre les rapports oraux, vaginaux et anaux. Il faut aussi rendre les préservatifs plus accessibles et accroître les mises en garde sur le VIH, car beaucoup de jeunes gens ne sont sans doute pas assez conscients de la présence du virus.

NICOLE ATHÉA — Vous avez souligné que la visibilité et l'acceptabilité sociales des homosexuels sont en effet plus grandes en Grande-Bretagne. Néanmoins à l'adolescence, les choses sont toujours aussi difficiles à vivre pour les jeunes, notamment en raison du fait que l'homophobie est beaucoup plus présente chez les jeunes que dans le reste de la société. Avez-vous des outils pour traiter ces problèmes et permettre aux jeunes homosexuels de mieux s'assumer que leurs aînés ?

SIMON FORREST — Le *coming-out* est peut-être toujours aussi difficile pour certains, mais plus facile pour d'autres. Je visite de nombreuses écoles où de jeunes homosexuels s'affichent comme tels alors qu'ils ne l'auraient jamais fait vingt ans auparavant. Et pour ceux qui éprouvent des difficultés à le faire, je pense qu'il faut davantage d'aide individuelle.

DANIELLE MESSEGER — Est-ce que comme pour la Suisse, il y a des intervenants extérieurs, ou bien ce sont les enseignants qui sont formés pour parler de l'homosexualité ?

SIMON FORREST — Les deux. De nombreuses écoles, très progressistes, où les enseignants dispensent une éducation sexuelle, font également appel à des intervenants extérieurs.

ANNE JOLY, INFIRMIÈRE SCOLAIRE — J'ai l'impression que les garçons parlent davantage de leur homosexualité. Est-ce qu'il y a moins de filles homosexuelles, est-ce qu'elles n'osent pas encore assumer leur homosexualité et en parler, est-ce que leur homosexualité est plus discrète ou moins problématique, existe-t-il des études comparatives ?

SIMON FORREST — Les femmes homosexuelles sont en effet moins visibles et le groupe paraît plus petit. Et je pense que le problème dépend largement de l'éducation à l'école. Notre stratégie consiste à distribuer une documentation qui évoque tout autant l'homosexualité féminine que masculine.

MICHEL REY, SOS HOMOPHOBIE — Nous sommes une association mixte. Mais nous avons en effet des difficultés à recruter des militantes. Cependant nous essayons de toujours intervenir en duo mixte dans les écoles. Historiquement la sexualité des femmes a toujours été plus occultée et c'est sans doute l'une des raisons de cette moins grande visibilité. En tout état de cause, les lesbiennes souffrent autant d'homophobie, en famille, à l'école et au travail.

Sonia Labesse

Bénédicte Astier

Isabelle Baldisser

Antonio Ugidos

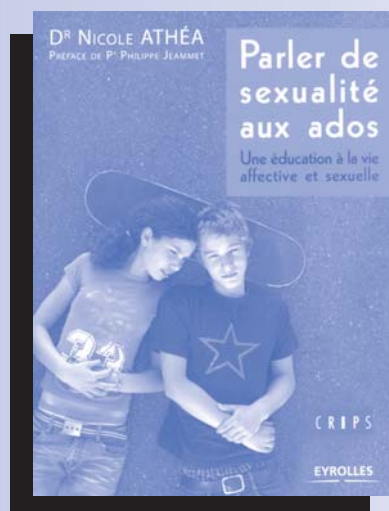
ISSN 1242-1693



CONCLUSION

DANIELLE MESSEGER

Ce débat sur « comment parler de sexualité à l'école ? » est loin d'être clos. Il avance, depuis un certain temps déjà, à l'étranger. Nous avons peut-être un peu de retard en France en la matière. Quelqu'un demandait s'il fallait faire appel à des intervenants extérieurs ou bien former les professeurs. Peut-être qu'il faut faire les deux, puisque le manque est patent.



Parler de sexualité aux ados,
Une éducation à la vie affective et sexuelle
Dr Nicole Athéa, gynécologue, médecin d'adolescent
et référent médical au Crips
Éditions Eyrolles, 2006, 312 pages, 19 euros,
possibilité de le commander, www.lecrips-idf.net/commande